

6 Société et Culture

Célébration de la Journée mondiale du paludisme, hier

Les populations appelées à s'investir elles-mêmes dans la lutte contre la maladie



Le ministre délégué à la Solidarité nationale, Jonathan Ndoutoume Ngome, procédant à la remise symbolique de moustiquaires aux personnes vivant avec un handicap, à leur siège de Nzeng-Ayong. Photo de milieu : Les officiels à la place des fêtes de Bikelé, hier. Photo de droite : Des messages forts de sensibilisation à la lutte contre le paludisme ont été relayés lors des prestations des enfants.

SNN
Libreville/Gabon

Une invitation faite à l'occasion du lancement officiel des activités de cette journée à la place des fêtes de Bikelé, dans le 3e arrondissement de la commune de Ntoun.

ENRAYER l'épidémie du paludisme d'ici à 2030. Tel est l'engagement majeur pris par tous les pays dont le Gabon, dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD). Le rappel de cette résolution importante a été faite hier, au cours de la cérémonie de lance-

ment des activités marquant les manifestations de la Journée mondiale du paludisme, à la place des fêtes de Bikelé, dans le 3e arrondissement de la commune de Ntoun. Etaient présents, les ministres d'Etat à la Santé, Denise Makam'ne Edzidzie, et à la Solidarité nationale, Paul Biyoghé Mba, qu'accompagnait le ministre délégué Jonathan Ndoutoume Ngome, ainsi que de nombreux partenaires. Le thème mondial retenu cette année pour cette célébration est: "Prêts à vaincre le paludisme". Et le Gabon de choisir, pour commémorer cet événement à

l'échelle nationale: "Agissons à temps pour les soins de qualité". Deux thématiques qui se rejoignent, dans la mesure où elles soulignent, à des niveaux différents, la nécessité d'accélérer les efforts pour venir à bout du paludisme. Aussi, le maire de la commune de Ntoun, Juste Biyoghé, a-t-il insisté sur le fait que le paludisme reste un fléau dans sa commune et dans l'ensemble du pays. Car, les populations, notamment les femmes enceintes, en paient chaque jour le lourd tribut. Occasion pour la ministre d'Etat à la Santé, Denise Mekam'ne Edzidzie,

de revenir sur la nécessité pour les populations elles-mêmes de se prendre en charge pour venir à bout du paludisme. « *Aucun programme politique, aucun budget ne permettra de venir à bout du paludisme si chacun de nous ne fait d'effort. Le gouvernement ne viendra pas demander aux populations de balayer devant leurs maisons. Il appartient donc aux uns et aux autres de s'engager et de lutter contre le paludisme, en maintenant ses espaces de vies en état de propreté. Voilà notre engagement et voilà pourquoi nous devons agir à temps pour éviter le palu* », a exhorté Mme

Mekam'ne Edzidzie. Dans le même sens, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Dr Abouba Inoua, a souligné que le paludisme reste un problème de santé publique majeur et de développement. Le rapport de 2017 sur le paludisme dans le monde fait ressortir une hausse de la morbidité mondiale qui en résulte en 2016, comparativement à 2015. Alors que sur le plan régional, les rapports de l'OMS montrent que les efforts consentis dans la lutte ont porté quelques fruits. « *La Région africaine a régressé de 20% entre 2010 et 2016, la*

morbidité liée au paludisme a baissé de 37%. Les pays de la Région africaine ont également enregistré la plus forte augmentation du dépistage du paludisme dans le secteur public, passant de 36% des cas en 2010 à 87% en 2016 », a déclaré le Dr Inoua. La Journée mondiale du paludisme offre donc l'occasion de renouveler l'engagement politique et de continuer à investir dans la prévention et la maîtrise du paludisme. Prestation artistique et remise des moustiquaires imprégnées aux populations ont constitué les moments forts de cette cérémonie.

La bataille contre le palu commence par l'assainissement de son environnement

R.H.A
Libreville/Gabon

EN invitant, hier, les familles à s'impliquer dans la lutte contre le paludisme, le responsable du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), Dr Abdul Safiou Razack, n'a pas omis de dénoncer les mauvaises habitudes qui persistent et qui, malheureusement, participent à l'évolution de la maladie. Combattre

cette pathologie consiste, comme l'a dit le spécialiste, à « *faciliter l'élimination de tout ce qui peut être considéré comme les maternités des anophèles, gîtes larvaires, assainir son environnement, et dormir sous une moustiquaire imprégnée. Malheureusement, on voit encore les gens qui n'entretiennent pas leurs cadres de vie, ils ne débroussent pas autour de leurs maisons, d'autres continuent de dire que la moustiquaire étouffe et refusent donc de dormir avec.* »



Le service d'hygiène publique offre divers services dans la lutte contre le paludisme.

Il est donc suggéré aux populations de se tourner vers l'Institut d'hygiène publique et d'assainisse-

ment (IHPA) situé à Nkembo, en face de l'église Saint-Michel. La procédure pour bénéficier des services de cette administration est simple: « *Vous vous adressez à l'Institut d'hygiène publique, vous faites votre demande, dans laquelle vous spécifiez les nuisances indexées. Cette demande est adressée au chef de division qui s'occupe de la lutte antivectorielle. Une équipe est donc déployée sur le terrain pour faire la visite des lieux. Après cette visite, on confirme les nuisances existantes et on s'entend pour une intervention immédiate* », indique un agent en service au départe-

ment chargé de la lutte contre les vecteurs. Qu'il s'agisse de la dératisation, de la désinsectisation, de la désodorisation, de la désinfection ou autre, la seule condition est une demande qui oriente les équipes avant leur arrivée sur les lieux: « *On demande juste une contribution pour essayer de combler les produits que nous utilisons. Il faut que les populations se rapprochent de l'Institut d'hygiène si elles veulent être débarrassées de moustiques* », conclut-il.

Petit angle

Une pathologie en pleine recrudescence

Christian KOUIGA
Libreville/Gabon

TRANSMIS à l'homme par les moustiques, le paludisme reste l'une des pathologies les plus mortelles au monde. Chaque année, selon l'Institut Pasteur, des milliers de personnes meurent de cette affection médicale à tra-

vers la planète. Mais 90% des cas déclarés sont recensés dans les zones tropicales d'Afrique. Au Gabon, en 2016, 217 287 cas de paludisme (tous âges confondus) avaient été enregistrés. Soit une prévalence de 25% et une incidence de 12 pour 1000 personnes à risque. Dans le monde, 216 millions de nouveaux cas

avaient été dénombrés en 2016. Pour 445 000 décès. Sur le continent noir, 90% des morts sont imputables à cette affection. 70% des femmes enceintes en sont victimes. De même que 80% des enfants de moins de 5 ans. En attendant de trouver un vaccin, près de 6000 milliards sont dépensés chaque année en Afrique pour traiter les cas de pa-

ludisme. En 2013, selon les chiffres qui nous ont été communiqués, l'Etat gabonais avait dépensé près de 30 milliards pour cette cause. Soit 8,57% des dépenses en santé. La même année, la contribution du secteur privé a été évaluée à 5 002 457 820 milliards de FCFA. Soit 16,8% (régime obligatoire) et 1 958 532 252 milliard de francs. Soit

6,5% (régime volontaire). Mauvaise nouvelle cependant, sur le front contre la malaria, pour la première fois depuis 3 ans, notent les spécialistes, le paludisme est en pleine recrudescence. Réunis lors d'un Sommet de haut niveau, tenu la semaine écoulée à Londres (Grande-Bretagne), les spécialistes ont expliqué que la hausse de mortalité

des cas du paludisme est due aux médicaments qui perdent leur efficacité. Du coup, le thème retenu cette année par l'OMS, à savoir: "Prêts à vaincre le paludisme" vient à propos. Puisqu'il dénote, à bien des égards, le souci sinon "l'énergie et l'engagement" de la communauté mondiale à instaurer un "monde sans paludisme".